
Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Semaine du 2 au 8 février 2018

- La CAF émet un milliard d'euros d'obligation à sept ans pour promouvoir le développement en Amérique Latine
- Forte contraction de la production de pétrole argentine en 2017
- Premières hausses de tarifs des transports de Buenos Aires depuis 2016
- Négociations salariales : le Ministère du Travail argentin accepte d'ajouter des clauses de revalorisation en fonction de l'inflation
- Les réserves obligatoires argentines atteignent un nouveau record historique
- Le climat de volatilité externe pèse sur le risque pays argentin
- Bon dynamisme du commerce extérieur chilien en janvier
- Au Chili, le déficit budgétaire a atteint 2,8% du PIB en 2017
- Accélération de l'inflation uruguayenne en janvier

Régional

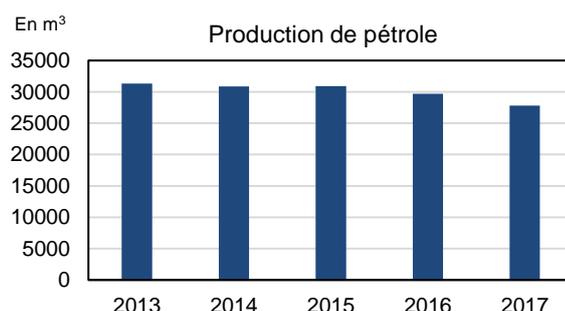
La CAF émet un milliard d'euros d'obligation à sept ans pour promouvoir le développement en Amérique Latine

La CAF a émis cette semaine un titre sur le marché européen pour un montant total d'un milliard d'euros. D'une maturité de sept ans, il verse un coupon de 1,125%. Depuis quelques années, la banque régionale cherche à diversifier ses sources de financement, en profitant d'une appréciation positive sur les marchés lui permettant d'émettre à des taux très bas.

Argentine

Forte contraction de la production de pétrole en 2017

La production de pétrole a de nouveau reculé en 2017, atteignant un niveau inférieur à celui de 1980. La facture énergétique a ainsi représenté 40% du déficit commercial, soit 3,3 milliards de dollars. La production a atteint 479 000 barils/jour, une baisse de 6,1% par rapport à 2016. Malgré la conclusion d'accords de productivité dans la zone pétrolière de Vaca Muerta, le secteur énergétique demeure sous son potentiel de production. La production de gaz naturel s'est également contractée de 0,6%.



Premières hausses de tarifs des transports de Buenos Aires depuis 2016

Le Ministre des Transports, Guillermo Dietrich, a dévoilé la semaine passée la nouvelle grille de tarifs du réseau de transports dans le Grand Buenos Aires. Alors que les tarifs étaient gelés depuis 2016 malgré l'inflation galopante, une première hausse d'environ 30% (en fonction du moyen de transport) a eu lieu début février. D'autres devraient suivre en avril et en juillet pour le ticket de bus atteigne 10 pesos (6 avant la première hausse), ce qui reste largement sous son prix de marché (18 pesos, soit 0,8 euros). Les personnes effectuant plusieurs correspondances verront les tarifs diminuer graduellement : -50% pour la première correspondance, -75% à partir de la deuxième. L'idée du gouvernement est de faire peser la hausse essentiellement sur les habitants des quartiers les plus favorisés du centre et d'épargner ceux de la périphérie. Ces hausses devraient permettre au gouvernement de réduire les subventions aux transports publics de 20% en 2018.

Négociations salariales : le Ministère du Travail accepte d'ajouter des clauses de revalorisation en fonction de l'inflation

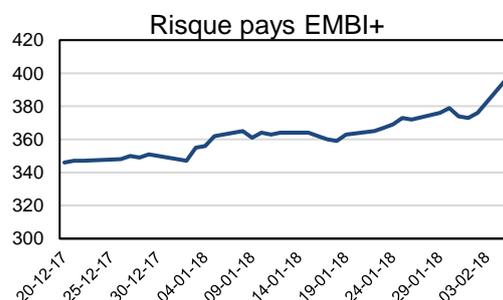
Alors que les négociations salariales (*paritarias*) se déroulent dans un climat tendu, le Ministère du Travail a accepté d'ajouter de nouvelles clauses d'ajustement en fonction de l'inflation. Son objectif est de limiter les hausses de salaires à 15% en 2018, conformément à la cible d'inflation de la Banque Centrale, alors que les syndicats demandent plus, pour compenser la perte de pouvoir d'achat des deux dernières années (malgré une légère amélioration en 2017) et parce qu'ils pensent que cette cible sera dépassée. L'ajout de clauses de revalorisation semble donc être un bon compromis pour les syndicats mais fait craindre de nouvelles pressions inflationnistes, alors que les stratégiques négociations salariales des enseignants doivent bientôt débiter : l'an dernier, une grève de plusieurs semaines avait fortement perturbé la rentrée scolaire dans tout le pays.

Les réserves obligatoires atteignent un nouveau record historique

Les réserves obligatoires de la Banque Centrale d'Argentine ont atteint un nouveau niveau historique de 63 milliards de dollars, soit environ dix mois d'importations et 11,5% du PIB. La BCRA poursuit son objectif de porter progressivement la part de ses réserves de 10% à 15% du PIB.

Le climat de volatilité externe pèse sur le risque pays argentin

L'instabilité observée actuellement sur les marchés financiers pèse sur le risque pays argentin, qui s'est approché cette semaine des 400 points, une hausse de 50 points par rapport à son niveau de décembre. Cet indicateur, qui mesure le spread de taux payé par un émetteur souverain par rapport aux conditions américaines, est affecté par la remontée des taux aux Etats-Unis ainsi que la volatilité boursière des derniers jours.



Chili

Bon dynamisme du commerce extérieur en janvier

Le commerce extérieur chilien a bien commencé l'année. Des exportations en hausse de 19% en glissement annuel, à 6,6 milliards de dollars ont permis au pays de dégager un excédent de 1,2 milliard de dollars. Les importations, qui ont progressé de 11% en g.a, à 5,4 milliards de dollars, ont profité de la récente appréciation du peso chilien, sans que cette dernière ne pèse sur la compétitivité des exportations. Après un excédent commercial au plus haut depuis six ans en 2017, la Banque Centrale anticipe un solde positif autour de 9 milliards de dollars pour cette année.

Le déficit budgétaire chilien a atteint 2,8% du PIB en 2017

Le déficit budgétaire a atteint 2,8% du PIB en 2017, un chiffre légèrement supérieur à la cible de 2,7% du gouvernement. Le déficit structurel s'est monté quant à lui à 1,7% du PIB, en ligne avec la cible. Les recettes comme les dépenses ont progressé de 4,7%.

Uruguay

Accélération de l'inflation en janvier

L'inflation de janvier a surpris à la hausse, l'indice des prix ayant augmenté de 2,7% par rapport à décembre, sa plus forte progression mensuelle depuis septembre 2002. En cause, l'augmentation annuelle des tarifs publics, ainsi que de certains produits alimentaires de saison, fruits notamment. L'inflation s'est ainsi élevée à 6,67% en glissement annuel, demeurant dans la fourchette-cible de la Banque Centrale (3-7%).